



Par Désiré Razafindrazaka
Psychosociologue, représentant AOI Madagascar
et directeur COEF Ressources

AOI

Madagascar, un État fragile à soutenir

À l'occasion de l'assemblée générale de l'AOI les 15 et 16 juin¹, un éclairage utile a été apporté sur la situation socio-économique de Madagascar, dans la poursuite du programme AOI cofinancé par l'Agence française de développement.

Considérée comme une île paradisiaque, avec sa nature généreuse et ses espèces endémiques, la beauté et le contraste de ses paysages, sans oublier la richesse de son patrimoine culturel, Madagascar n'en est pas moins

un des pays les plus pauvres de la planète. Classée 158^e sur les 186 pays de l'indice de développement humain publié par les Nations unies en 2017, le constat concernant la Grande Île est corroboré par d'autres analyses. Selon le classement de



Forbes, basé sur les données du Fonds monétaire international (FMI), Madagascar est le 5^e pays le plus pauvre du monde avec un PIB de 382,2 dollars par habitant

Environnement de santé

pour une population de près de 25 millions d'habitants² (*lire encadré*).

Énigme et paradoxe

Cette situation socio-économique des plus catastrophiques amène plusieurs interrogations face à ce qui pourrait être considéré comme un mystère, comme l'ont défini trois chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement (IRD - Razafindrakoto, Roubaud, Wachsberger)³. Un mystère composé d'une énigme et d'un paradoxe. L'énigme porte sur la trajectoire économique de Madagascar que les différentes théories de la croissance et du développement n'arrivent pas à expliquer puisque cette contre-performance économique malgache n'est pas due à des explications tra-



En chiffres

Population : 2/3 de la population sont âgés de 25 ans (64 %) et près de la moitié de moins de 15 ans⁵. 50,6 % de population est féminine. Environ 83 % de la population vit en milieu rural contre 17 % en milieu urbain.

Éducation : Madagascar figure encore parmi les nations où la situation de l'analphabétisme est toujours dramatique. Il est de l'ordre de 30 % pour les 15 à 59 ans mais peut aller jusqu'à 77 % pour la région d'Itasy (province d'Antananarivo, au centre de l'île).

Santé : Les chiffres en matière de nutrition ne plaident pas non plus en faveur d'une vision idyllique puisque 47,3 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, soit environ 2 millions d'enfants⁶. Plus de la moitié des régions présentent des prévalences supérieures à 40 %, les régions des Hauts Plateaux montrent des prévalences supérieures à 60 %, avec 31 % des ménages qui étaient en insécurité alimentaire au niveau national en 2012⁷.

ditionnelles telles que celles relatives à l'accumulation de production, à la géographie ou encore à l'histoire. Pourquoi ce pays qui n'a jamais connu de conflits majeurs et qui devrait avoir tous les éléments pour une réussite économique et assurer le développement, affiche-t-il une inexorable capacité involutive et de faibles performances économiques, avec une richesse par habitant divisée par trois depuis son indépendance en 1960, alors qu'elle a en moyenne triplé en Afrique subsaharienne ? Quant au paradoxe, il se traduit par le fait que toutes les fois où le pays a vu un frémissement de croissance économique lui permettant de décoller, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise socio-politique réduisant à néant les espoirs qu'elle avait fait naître. Un phénomène qui peut être constaté au travers des crises socio-politiques cycliques de 1972, de 1991, de 2001-2002 et de 2009-2013 mais également de 2018⁴ qui ont jalonné et émaillé l'histoire de Madagascar.

Les facteurs de blocage

En se penchant sur le fonctionnement, ou plutôt sur le dysfonctionnement de la société malgache, et en s'inspirant de l'économie

“
Madagascar est à la fois un pays où la violence est faible, et où la peur et la condamnation de la violence sont très fortes”

politique, différents facteurs de blocage au développement du pays ont été identifiés :
- La fragmentation sociale extrême avec une structuration fondamentalement statutaire et hiérarchique qui perdure depuis la période de la royauté, avec une certaine constance des formes du pouvoir et des modes de gouvernance et un maintien au fil des années des mêmes groupes d'acteurs. Une fracture aggravée par de nombreux clivages aussi bien sociaux (différentes strates qui segmentent la société et distinctions au sein des groupes statutaires) que territoriaux (villes et campagne, la capitale et le reste du territoire). Au sommet de cette société fragmentée prédomine la classe élitaire, plutôt déconnectée de la grande majorité de la population et très individualiste. Elle ne dis-

pose pas vraiment d'une organisation collective et n'effectue pas de coalition qui puisse durer et maintenir une stabilité, hormis des alliances sporadiques, sans véritable capacité à produire quelque chose de positif, ce qui crée de l'instabilité dans le pays.

- Une atomisation de la population, notamment du fait de la géographie de l'île, avec une paysannerie plutôt coupée des affaires publiques et oubliée des autorités, avec en parallèle, l'atrophie des corps intermédiaires qui pourraient faire le lien et permettre de relayer les attentes de la population et de contraindre les autorités à y répondre. De plus, que ce soit au niveau des corps intermédiaires formels (syndicats, associations, partis politiques...) ou informels (chefs traditionnels), leur poids est assez faible, ce qui peut rendre facile l'accaparement du pouvoir par n'importe quel groupe.

- La stratégie spécifique des élites. Celles-ci constituent une force dont les éléments adoptent des stratégies individuelles pour conquérir les différents champs de pouvoir (économique, politique ou autre) et s'y maintenir, notamment à travers la mobilisation de réseaux qui constituent leur capital social et un mode de reproduction

spécifique (le cumul des positions et l'assimilation réciproque).

Forte demande sociale

En comparaison avec d'autres pays africains, Madagascar est à la fois un pays où la violence est faible, et où la peur et la condamnation de la violence sont très fortes car ces valeurs et sentiments sont ancrés culturellement dans la société. Ce tabou de la violence contribue à la résignation des Malgaches à supporter et à tolérer les excès et les dérives des élites et dirigeants politiques et économiques.

Au regard du fait que Madagascar est un État fragile et aussi de l'extrême jeunesse de sa population, il existe une demande sociale forte et croissante tout particulièrement en santé, éducation, emplois, micro-crédit, eau et assainissement, logements et infrastructures. De même, les institutions et l'administration ont besoin d'être renforcées pour asseoir leur autorité et assurer leur rôle de service public auprès de la population qui s'interroge, d'une part, sur la déliquescence de l'État et la légitimité des institutions telles que la justice et, d'au-

tre part, sur l'efficacité de l'aide au développement. Enfin, les capacités des organisations de la société civile (OSC) et autres ONG nationales, qui constituent des corps intermédiaires, à la fois en tant que relais et contre-pouvoir, devraient être développées car les besoins sont énormes. De plus, pour l'ensemble de la population, les actions en faveur de la citoyenneté et l'éducation civique à Madagascar, et notamment à travers les OSC, restent également à développer. ■

1. Lire le CDF 1802 du 7 juin 2018.
2. 24,8 millions d'habitants en 2016 (source : Banque mondiale)
3. Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, Wachsberger Jean-Michel, *L'Énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Paris, Éd. IRD-AFD, 2017.
4. Après une crise politique de plus de cinq ans (de 2009 à 2014), l'ordre constitutionnel a été rétabli en 2014, parachevé par la mise en place du Sénat en 2016. Aujourd'hui, depuis avril 2018, Madagascar fait face à une nouvelle crise socio-politique puisque des députés de l'opposition ont entraîné une partie de la population dans la rue et/ou la destitution du président à moins d'un an des élections présidentielles.
5. Source : FNUAP
6. L'Enquête nationale sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement (ENSOMD), réalisée en 2012-2013.
7. Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, 2014.



L'AOI a besoin de vous, devenez praticien solidaire

Pour en savoir plus : www.aoi-fr.org
Tél : 01 57 63 99 68
1, rue Maurice Arnoux 92120 Montrouge

